



REITMANS
(CANADA) LIMITÉE

► RAPPORT INTERMÉDIAIRE
POUR LE SEMESTRE CLOS LE
30 JUILLET 2016

REITMANS EST LE CHEF
DE FILE DES DÉTAILLANTS
SPÉCIALISÉS AU CANADA

Notre objectif est simple, offrir à notre clientèle un service dédié, axé sur la valeur et l'excellence. En encourageant l'innovation, la croissance, le progrès et le travail d'équipe, nous cherchons à offrir à notre clientèle ce qu'il y a de mieux sur le marché en termes de qualité et de valeur.



À NOS ACTIONNAIRES

Les ventes du trimestre clos le 30 juillet 2016 se sont établies à 254,4 millions de dollars comparativement à 253,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 1^{er} août 2015, soit une hausse de 0,6%, et ce, avec une réduction nette de 75 magasins, découlant essentiellement de la fermeture de magasins Smart Set. Les ventes des magasins comparables¹ ont augmenté de 6,3%, ce qui correspond au neuvième trimestre consécutif pour lequel le résultat des ventes des magasins comparables¹ enregistré est à la hausse, celles des magasins ayant progressé de 4,0% et celles du commerce électronique, de 45,4%. La marge brute en pourcentage de la société a augmenté, passant de 55,0% pour le trimestre clos le 1^{er} août 2015 à 56,3% pour le trimestre clos le 30 juillet 2016. La marge brute du trimestre clos le 30 juillet 2016 a augmenté de 4,0 millions de dollars, ou 2,9%, pour s'établir à 143,2 millions de dollars comparativement à 139,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 1^{er} août 2015, la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain ayant eu une incidence négative de près de 1,7 million de dollars sur la marge brute. Le résultat des activités d'exploitation s'est chiffré à 12,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juillet 2016, par rapport à 2,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 1^{er} août 2015, une augmentation de 9,8 millions de dollars. Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 juillet 2016 s'est établi à 9,0 millions de dollars, soit une hausse de 9,2 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,14 \$) en regard d'une perte nette de 0,2 million de dollars (perte de base et diluée par action de 0,00 \$) pour le trimestre clos le 1^{er} août 2015. Le BAIIA ajusté¹ pour le trimestre clos le 30 juillet 2016 s'est chiffré à 23,1 millions de dollars comparativement à 17,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 1^{er} août 2015, soit une augmentation de 5,7 millions de dollars. La hausse du BAIIA ajusté est principalement attribuable à l'accroissement de la marge brute et à la diminution des coûts d'exploitation des magasins.

Les ventes du semestre clos le 30 juillet 2016 se sont établies à 457,9 millions de dollars comparativement à 454,7 millions de dollars pour le semestre clos le 1^{er} août 2015, soit une hausse de 0,7%, et ce, avec une réduction nette de 75 magasins, découlant essentiellement de la fermeture de magasins Smart Set. Les ventes des magasins comparables¹ ont augmenté de 7,5%, celles des magasins ayant progressé de 5,0% et celles du commerce électronique, de 49,0%. La marge brute en pourcentage de la société a diminué, passant de 57,0% pour le semestre clos le 1^{er} août 2015 à 56,0% pour le semestre clos le 30 juillet 2016. La marge brute du semestre clos le 30 juillet 2016 a diminué de 2,7 millions de dollars, ou 1,0%, pour s'établir à 256,6 millions de dollars comparativement à 259,3 millions de dollars pour le semestre clos le 1^{er} août 2015. La faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative de près de 5,5 millions de dollars sur la marge brute. Le bénéfice net pour le semestre clos le 30 juillet 2016 s'est établi à 3,0 millions de dollars, soit une hausse de 10,9 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,05 \$) en regard d'une perte de 7,9 millions de dollars (perte de base et diluée par action de 0,12 \$) pour le semestre clos le 1^{er} août 2015. Le BAIIA ajusté¹ pour le semestre clos le 30 juillet 2016 s'est chiffré à 18,8 millions de dollars comparativement à 19,7 millions de dollars pour le semestre clos le 1^{er} août 2015, soit un repli de 0,9 million de dollars. Le repli du BAIIA ajusté est principalement attribuable à l'incidence d'une diminution de la marge brute au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, laquelle a été contrebalancée en partie par la diminution des coûts d'exploitation des magasins.

Au cours du trimestre, la société a ouvert 5 magasins et en a fermé 36. Ainsi, au 30 juillet 2016, la société exploite 719 magasins, soit 307 Reitmans, 130 Penningtons, 103 Addition Elle, 82 RW & CO., 63 Thyme Maternité, 19 Hyba et 15 Smart Set. Elle exploite également 18 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us au Canada. Nous prévoyons ouvrir 7 magasins, en fermer 45 (y compris 15 Smart Set) et en rénover 14 au cours de l'exercice.

Les ventes du mois d'août (quatre semaines closes le 27 août 2016) ont augmenté de 1,1%, les ventes des magasins comparables¹ ayant augmenté de 6,2%, celles des magasins ayant augmenté de 2,5% et celles du commerce électronique ayant grimpé de 63,6%.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 8 septembre 2016, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant des dividendes admissibles) de 0,05 \$ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 27 octobre 2016 aux actionnaires inscrits aux registres le 13 octobre 2016.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Président du conseil et chef de la direction

Montréal, le 8 septembre 2016

¹ Il y a lieu de se reporter à la note portant sur les mesures financières non conformes aux PCGR du rapport de gestion.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

► POUR LE TRIMESTRE ET LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUILLET 2016

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 30 juillet 2016 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date et des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 8 septembre 2016.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), aussi appelées principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans le présent rapport de gestion sont en millions de dollars canadiens, sauf lorsqu'il s'agit d'un montant par action ou d'un prix d'exercice. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 8 septembre 2016.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmanscanadalimitee.com, ou sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives, qui reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations, les opinions et les hypothèses actuelles de la société, qui reposent sur la perception de la direction à l'égard des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge appropriés dans les circonstances. Le présent rapport de gestion de la société renferme des déclarations prospectives au sujet des objectifs, des plans, des buts, des aspirations, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation, des flux de trésorerie, du rendement et des perspectives de la société, ainsi que des occasions qui s'offrent à elle et des questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion comprennent notamment des déclarations concernant les résultats et événements futurs prévus de la société, les liquidités futures, les dépenses d'investissement en immobilisations planifiées, le montant des cotisations versées au régime de retraite, l'état et l'incidence de la mise en œuvre de systèmes, la capacité de la société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et ses initiatives au chapitre de la réduction des coûts et de l'amélioration de la productivité ainsi que l'incidence de telles initiatives. Ces déclarations prospectives spécifiques se retrouvent dans l'ensemble du présent rapport de gestion et comprennent celles qui sont mentionnées à la rubrique intitulée « Gestion des risques d'exploitation et des risques financiers » du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives se reconnaissent généralement à l'emploi de termes comme « prévoir », « s'attendre à », « croire », « pourrait », « estimer », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « s'efforcer » et d'autres expressions semblables et à l'utilisation du futur et du conditionnel en ce qui concerne la société et sa gestion.

De nombreux risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés, sous-entendus ou projetés dans les déclarations prospectives, notamment les suivants :

- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession ou des modifications du taux d'inflation ou de déflation, les taux d'emploi, les taux d'intérêt, les taux de change ou les prix des dérivés;
- une concurrence accrue, qu'elle soit attribuable aux concurrents actuels ou à de nouveaux joueurs sur le marché;
- l'évolution des préférences des consommateurs pour le commerce électronique, la vente au détail en ligne et l'introduction de nouvelles technologies;
- la saisonnalité et les conditions météorologiques;
- l'incapacité de l'infrastructure de technologies de l'information (« TI ») de la société à soutenir les exigences des activités de la société, ou des atteintes à la sécurité interne ou externe, des attaques par déni de service, des virus, des vers et d'autres atteintes à la protection des données ou à la cybersécurité, connues ou inconnues;
- le fait de ne pas tirer d'avantages des investissements de la société dans ses nouveaux systèmes de TI;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les freintes de stocks;
- le fait de ne pas réaliser les résultats attendus, notamment la croissance des produits, les économies prévues ou les gains d'efficacité opérationnelle associés aux grandes initiatives de la société, y compris la restructuration;
- les variations des passifs de la société au titre de l'impôt sur le résultat, de l'impôt sur le capital, de l'impôt foncier ou d'autres impôts et des passifs réglementaires, y compris les modifications des lois et des règles fiscales ou des cotisations futures.

Cette liste de facteurs pouvant influencer sur les déclarations prospectives de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ne connaît pas à l'heure actuelle ou qu'elle ne juge actuellement pas importants pourraient également faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans ses déclarations prospectives. Des risques et incertitudes supplémentaires sont analysés dans les documents que la société dépose à l'occasion auprès des autorités de réglementation canadiennes en valeurs mobilières. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée à toute déclaration prospective ci-incluse. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La société a déterminé plusieurs mesures de rendement clés et mesures financières non conformes aux PCGR qui, de l'avis de la direction, sont utiles pour évaluer le rendement de la société; les lecteurs sont toutefois prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas nécessairement de définition normalisée aux termes des IFRS et, de ce fait, peuvent ne pas être comparables à des expressions semblables utilisées par d'autres sociétés.

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté »), à titre de mesure financière non conforme aux PCGR. Le BAIIA ajusté se définit en tant que bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat, les autres produits, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, la variation nette de la juste valeur des titres négociables, les charges d'intérêts, la dépréciation du goodwill, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes. Le tableau suivant effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net ou la perte nette, et le BAIIA ajusté. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est un important indicateur de la capacité de la société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement en immobilisations, et elle utilise cette mesure à ces fins. L'exclusion des dividendes, des produits d'intérêts et de la variation nette de la juste valeur des titres négociables élimine l'incidence sur le bénéfice tiré d'activités autres que d'exploitation. L'exclusion des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur élimine l'incidence hors trésorerie. Le BAIIA ajusté a pour but de fournir des informations additionnelles utiles aux investisseurs et aux analystes et cette mesure n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Par conséquent, le BAIIA ajusté ne devrait pas être considéré isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. D'autres sociétés peuvent calculer le BAIIA ajusté différemment. De temps à autre, la société peut exclure des éléments additionnels si elle croit qu'elle pourra ainsi arriver à une analyse plus efficace du rendement opérationnel sous-jacent. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents.

La société utilise les ventes des magasins comparables comme indicateur de rendement clé (« IRC ») pour évaluer le rendement des magasins (y compris le site de commerce électronique de chaque bannière) et la croissance des ventes. Les ventes des magasins comparables constituent les ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Même si cet IRC est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La direction utilise les ventes des magasins comparables pour évaluer le rendement des magasins et juge cette mesure utile pour déterminer la part de nouvelles ventes provenant de la croissance des ventes et la part pouvant être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Par conséquent, les ventes des magasins comparables ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) au BAIIA ajusté pour les trimestres et les semestres clos le 30 juillet 2016 et le 1^{er} août 2015.

(en millions de dollars canadiens)
(non audité)

Bénéfice net (perte nette)

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles
et pertes de valeur nettes

Produits de dividendes

Produits d'intérêts

Variation nette de la juste valeur des titres négociables

Charges d'intérêts

Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat

BAIIA ajusté

BAIIA ajusté en % des ventes

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015
	9,0 \$	(0,2) \$	3,0 \$	(7,9) \$
	10,7	12,2	21,1	24,1
	(0,6)	(0,6)	(1,3)	(1,3)
	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,3)
	0,5	5,2	(3,6)	6,4
	–	0,1	0,1	0,2
	3,7	0,8	(0,2)	(1,5)
	23,1 \$	17,4 \$	18,8 \$	19,7 \$
	9,1 %	6,9 %	4,1 %	4,3 %

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La société a un seul secteur à présenter qui tire ses produits principalement de la vente de vêtements pour dames à ses clients grâce à ses sept bannières. La société exploite des magasins partout au Canada, principalement dans les galeries marchandes et les mégacentres commerciaux. À l'heure actuelle, la société exerce ses activités sous les bannières suivantes :

Avec ses 307 magasins d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada. Elle se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité.



Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables pour les tailles mode 14 à 32. Penningtons exploite 130 magasins dans des mégacentres au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés.



Addition Elle est une destination mode pour les femmes de taille forte axée sur la mode, la qualité et la coupe, offrant les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Addition Elle exploite 103 magasins d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays.



RW & CO. exploite 82 magasins d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des emplacements de choix dans des centres commerciaux importants. Sa mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain en proposant des vêtements et articles mode pour les hommes et les femmes.



Thyme Maternité est un chef de file de la mode pour futures mamans, proposant des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme exploite 63 magasins d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale. La société exploitait également 18 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us du Canada. La société a résilié son entente avec Toys"R"Us et elle n'exploite plus d'espaces-boutiques situés dans des magasins Babies"R"Us depuis le 31 août 2016.



Les 19 magasins Hyba ont ouvert leurs portes en octobre 2015. D'une superficie moyenne de 3 000 pieds carrés, ils proposent des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X. Les produits Hyba sont également offerts dans plus de 300 magasins Reitmans au Canada.



Le 25 novembre 2014, la société a annoncé un plan qui prévoit la fermeture de la totalité des magasins Smart Set. La direction a déterminé que la meilleure stratégie pour accroître ses résultats d'exploitation consistait à réorienter ses efforts de vente et de merchandising soit en convertissant les magasins Smart Set en magasins d'autres bannières de la société soit en les fermant. Les 15 magasins restants devraient fermer d'ici le 30 septembre 2016.



COMMERCE ÉLECTRONIQUE

La société exploite également des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières à l'exception de Smart Set. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

BANNIÈRES

	NOMBRE DE MAGASINS AU				NOMBRE DE MAGASINS AU		NOMBRE DE MAGASINS AU	
	30 JANVIER 2016	OUVERTURES AU T1	FERMETURES AU T1	OUVERTURES AU T2	FERMETURES AU T2	30 JUILLET 2016	1 ^{ER} AOÛT 2015	
Reitmans	329	1	(3)	–	(20)	307	333	
Penningtons	134	1	(5)	1	(1)	130	135	
Addition Elle	107	–	(3)	–	(1)	103	107	
RW & CO.	83	–	–	1	(2)	82	80	
Thyme Maternité	68	–	(2)	–	(3)	63	69	
Hyba	17	–	–	3	(1)	19	–	
Smart Set	29	–	(6)	–	(8)	15	70	
Total	767	2	(19)	5	(36)	719	794	
Espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us ¹	21	–	–	–	(3)	18	21	

¹ Depuis le 31 août 2016, la société n'exploite plus d'espaces-boutiques situés dans des magasins Babies"R"Us.

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité et sa rentabilité dans l'ensemble de ses activités grâce au perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus.

Les initiatives en cours et les nouvelles initiatives de la société sont comme suit :

INITIATIVES	SITUATION ACTUELLE
<p>La société a élaboré une stratégie de croissance à l'échelle mondiale afin de continuer à faire prospérer ses marques à l'étranger.</p>	<p>La société a mis sur pied une équipe dont les membres, expérimentés et hautement qualifiés, se consacrent au développement à l'international. Aux États-Unis, Addition Elle a effectué le lancement de la vente électronique de vêtements de la collection Ashley Graham par l'intermédiaire du site de Nordstrom en août 2015 et, en septembre 2015, de la vente d'une gamme limitée chez Lord & Taylor. L'expansion s'est poursuivie : d'autres détaillants américains ont fait l'acquisition de gammes de produits. La société est satisfaite de l'expansion du fait que le canal de ventes continue de croître.</p>
<p>La société investit d'importantes sommes dans ses systèmes de distribution et de logistique afin de répondre aux besoins changeants des consommateurs, alors que le commerce électronique gagne en popularité, et pour assurer un meilleur approvisionnement dans les magasins.</p>	<p>Le réaménagement du centre de distribution de la société afin de répondre à la croissance des ventes électroniques est achevé, ce qui répondra aux exigences changeantes relatives aux besoins des magasins et aux ventes électroniques. Les changements au système de gestion, la mise en œuvre d'un logiciel de gestion du transport et des améliorations aux équipements de manutention ont été menés à bien et font l'objet d'un service d'assistance après implémentation.</p>
<p>La société s'engage à poursuivre son investissement dans le commerce électronique, notamment en améliorant la gestion des relations avec la clientèle et la technologie.</p>	<p>La société continue d'enregistrer une croissance importante des ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique. Elle continue d'investir dans les technologies liées aux relations avec la clientèle, à l'analyse prévisionnelle et aux solutions de connaissances clients afin de soutenir la croissance.</p>
<p>La société poursuit une initiative d'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement et de marchandisage à l'échelle de l'entreprise grâce à un programme dénommé « SCORE » à l'interne. Ce programme est axé sur le déploiement des meilleures applications de vente au détail sur une nouvelle plateforme technologique améliorée. SCORE permettra d'employer de nouveaux processus qui offriront de la souplesse et une capacité d'adaptation dans les activités de la chaîne de marchandisage et d'approvisionnement.</p>	<p>La société a réorienté les efforts qu'elle déploie dans le cadre du programme SCORE afin de s'assurer que les étapes importantes en vue de sa réalisation soient franchies d'ici la fin de l'exercice en cours. Le programme SCORE est sur la bonne voie pour être mené à terme au cours de l'exercice 2017.</p>

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 30 JUILLET 2016 (« DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 1^{ER} AOÛT 2015 (« DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016 »)

Les ventes du deuxième trimestre de l'exercice 2017 se sont établies à 254,4 millions de dollars comparativement à 253,0 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, soit une hausse de 0,6 %, et ce, avec une réduction nette de 75 magasins découlant essentiellement de la fermeture de magasins Smart Set. Les ventes des magasins comparables ont augmenté de 6,3 %, celles des magasins ayant progressé de 4,0 % et celles du commerce électronique, de 45,4 %.

La marge brute du deuxième trimestre de l'exercice 2017 a augmenté de 4,0 millions de dollars, ou 2,9 %, pour s'établir à 143,2 millions de dollars comparativement à 139,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016. La marge brute en pourcentage de la société a augmenté, passant de 55,0 % au deuxième trimestre de l'exercice 2016 à 56,3 % au deuxième trimestre de l'exercice 2017. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2016, la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative de près de 1,7 million de dollars sur la marge brute.

Les frais de vente et de distribution pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017 ont diminué de 4,1 % ou 5,1 millions de dollars pour s'établir à 119,7 millions de dollars comparativement à 124,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016. Les facteurs ayant entraîné ce changement sont essentiellement les suivants :

- une diminution des coûts d'exploitation des magasins d'environ 3,6 millions de dollars (compte non tenu des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles) en raison d'une réduction nette de 75 magasins découlant essentiellement de la fermeture de magasins de la bannière Smart Set qui s'est poursuivie;
- une baisse de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, qui est passée de 11,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016 à 10,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017. Ce montant tient compte de la diminution des pertes de valeur nettes et des radiations des immobilisations corporelles et incorporelles relativement aux magasins dont la performance est insatisfaisante et aux fermetures de magasins (0,6 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017 comparativement à 1,7 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016).

Les charges administratives pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017 ont diminué de 6,0 % ou 0,7 million de dollars pour atteindre 11,0 millions de dollars, contre 11,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016. Cette réduction des charges administratives reflète l'incidence d'initiatives antérieures visant à rationaliser les effectifs afin de répondre aux nouveaux besoins de l'entreprise.

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 0,2 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, comparativement à des charges financières nettes de 2,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016. Ce changement est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- une perte de 0,5 million de dollars découlant d'une variation nette de la juste valeur des titres négociables pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, contre une perte de 5,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016; ce qui a été contrebalancé en partie par
- une perte de change de 0,1 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, comparativement à un profit de 2,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, la société a inscrit un bénéfice avant impôt sur le résultat de 12,7 millions de dollars, comparativement à 0,5 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, en hausse de 12,2 millions de dollars.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, la société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 3,7 millions de dollars (taux d'impôt effectif de 29,2 %), comparativement à 0,8 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016 (taux d'impôt effectif de 142,0 %). Le taux d'impôt effectif du deuxième trimestre de l'exercice 2017 a été touché principalement par une variation de 0,5 million de dollars de la juste valeur des titres négociables. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Le bénéfice net du deuxième trimestre de l'exercice 2017 s'est établi à 9,0 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,14 \$), alors que pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, la société avait subi une perte nette de 0,2 million de dollars (perte de base et diluée par action de 0,00 \$).

Le BAIIA ajusté du deuxième trimestre de l'exercice 2017 correspondait à 23,1 millions de dollars, comparativement à 17,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, soit une hausse de 5,7 millions de dollars. La hausse du BAIIA ajusté est principalement attribuable aux améliorations de la marge brute et à la réduction des coûts d'exploitation des magasins, tel qu'il est indiqué précédemment.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUILLET 2016 (« PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2017 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU SEMESTRE CLOS LE 1^{ER} AOÛT 2015 (« PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2016 »)

Les ventes du premier semestre de l'exercice 2017 se sont établies à 457,9 millions de dollars comparativement à 454,7 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016, soit une hausse de 0,7 %, et ce, avec une réduction nette de 75 magasins découlant essentiellement de la fermeture de magasins Smart Set. Les ventes des magasins comparables ont augmenté de 7,5 %, celles des magasins ayant progressé de 5,0 % et celles du commerce électronique, de 49,0 %.

La marge brute du premier semestre de l'exercice 2017 a diminué de 2,7 millions de dollars, ou 1,0 %, pour s'établir à 256,6 millions de dollars comparativement à 259,3 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016. La marge brute en pourcentage de la société a diminué, passant de 57,0 % au premier semestre de l'exercice 2016 à 56,0 % au premier semestre de l'exercice 2017. Pour le premier semestre de l'exercice 2017, comparativement au premier semestre de l'exercice 2016, la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative de près de 5,5 millions de dollars sur la marge brute.

Les frais de vente et de distribution pour le premier semestre de l'exercice 2017 ont diminué de 3,6 % ou 8,8 millions de dollars pour s'établir à 234,9 millions de dollars comparativement à 243,7 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016. Les facteurs ayant entraîné ce changement sont essentiellement les suivants :

- une diminution des coûts d'exploitation des magasins d'environ 5,4 millions de dollars (compte non tenu des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles) en raison d'une réduction nette de 75 magasins découlant essentiellement de la fermeture de magasins de la bannière Smart Set qui s'est poursuivie;
- une baisse de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, qui est passée de 23,3 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016 à 20,3 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2017. Ce montant tient compte de la diminution des pertes de valeur nettes et des radiations des immobilisations corporelles et incorporelles relativement aux magasins dont la performance est insatisfaisante et aux fermetures de magasins (0,9 million de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2017 comparativement à 2,7 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016).

Les charges administratives pour le premier semestre de l'exercice 2017 ont diminué de 5,6 % ou 1,3 million de dollars pour atteindre 21,8 millions de dollars, contre 23,1 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016. Cette réduction des charges administratives reflète l'incidence d'initiatives antérieures visant à rationaliser les effectifs afin de répondre aux nouveaux besoins de l'entreprise.

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 2,8 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2017, comparativement à des charges financières nettes de 1,9 million de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016. Ce changement est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- un profit de 3,6 millions de dollars découlant d'une variation nette de la juste valeur des titres négociables pour le premier semestre de l'exercice 2017, contre une perte de 6,4 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016; ce qui a été contrebalancé en partie par
- une perte de change de 2,3 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2017, comparativement à un profit de 3,1 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016, essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains.

Pour le premier semestre de l'exercice 2017, la société a inscrit un bénéfice avant impôt sur le résultat de 2,8 millions de dollars, comparativement à une perte de 9,4 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016, en hausse de 12,2 millions de dollars.

Pour le premier semestre de l'exercice 2017, la société a comptabilisé un recouvrement d'impôt sur le résultat de 0,2 million de dollars (taux de recouvrement d'impôt effectif de 7,6 %), comparativement à 1,5 million de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016 (taux d'impôt effectif de 16,1 %). Le taux d'impôt effectif du premier semestre de l'exercice 2017 a été touché principalement par une variation de 3,6 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Le bénéfice net du premier semestre de l'exercice 2017 s'est établi à 3,0 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,05 \$), alors que pour le premier semestre de l'exercice 2016, la société avait subi une perte nette de 7,9 millions de dollars (perte de base et diluée par action de 0,12 \$).

Le BAIIA ajusté du premier semestre de l'exercice 2017 correspondait à 18,8 millions de dollars, comparativement à 19,7 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016, soit un repli de 0,9 million de dollars. Le repli du BAIIA ajusté est principalement attribuable à l'incidence, au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, d'une marge brute moins élevée, ce qui a été contrebalancé en partie par la réduction des coûts d'exploitation des magasins, tel qu'il est indiqué précédemment.

CONTRATS DE CHANGE

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre 12 mois. La société conclut des contrats de change à terme afin de couvrir une partie importante de son exposition aux fluctuations de la valeur du dollar américain, et ce, généralement jusqu'à 12 mois à l'avance. Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2017, la société a rempli ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison de contrats de change à terme et d'achats au comptant. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, les achats de marchandises, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 55 millions de dollars américains (122 millions de dollars américains pour le premier semestre de l'exercice 2017). La société a pour principe de couvrir au moins 80 % des achats de marchandises libellés en dollars américains prévus pour un exercice donné au moyen de contrats de change à terme, toute exigence supplémentaire étant remplie au moyen d'achats au comptant en dollars américains.

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 30 juillet 2016 :

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,351 \$	179,5 \$	0,6 \$	(8,9) \$	(8,3) \$
			0,6 \$	(8,9) \$	(8,3) \$

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 1^{er} août 2015 :

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,207 \$	108,5 \$	11,0 \$	– \$	11,0 \$
Options d'achat acquises	1,188 \$	18,0 \$	2,2	–	2,2
Options de vente vendues	1,188 \$	9,0 \$	–	–	–
			13,2 \$	– \$	13,2 \$

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 30 janvier 2016 :

	PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,325 \$	168,0 \$	14,4 \$	(1,8) \$	12,6 \$
			14,4 \$	(1,8) \$	12,6 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes trimestrielles sont touchées par la saisonnalité et la période des Fêtes. En grande partie en raison du caractère saisonnier des marchandises et du calendrier des programmes de marketing, le deuxième trimestre est habituellement celui qui contribue le plus aux ventes, et le premier trimestre est celui qui contribue le moins. En raison de la saisonnalité, les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation d'un exercice complet. Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS. Toute référence à 2017 correspond à l'exercice qui sera clos le 28 janvier 2017, celles à 2016 correspondent à l'exercice clos le 30 janvier 2016 et celles à 2015 correspondent à l'exercice clos le 31 janvier 2015.

	DEUXIÈME TRIMESTRE		PREMIER TRIMESTRE		QUATRIÈME TRIMESTRE		TROISIÈME TRIMESTRE	
	2017	2016	2017	2016	2016	2015	2016	2015
Ventes	254,4 \$	253,0 \$	203,5 \$	201,7 \$	242,2 \$	236,3 \$	240,3 \$	238,3 \$
Bénéfice net (perte nette)	9,0	(0,2)	(6,0)	(7,7)	(16,5)	4,4	(0,3)	12,9
Bénéfice (perte) par action								
De base	0,14 \$	(0,00) \$	(0,09) \$	(0,12) \$	(0,26) \$	0,07 \$	– \$	0,20 \$
Dilué(e)	0,14	(0,00)	(0,09)	(0,12)	(0,26)	0,07	–	0,20

Les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent, dans une certaine mesure, l'incidence sur le bénéfice net et le bénéfice par action des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que de la variation de la juste valeur des titres négociables.

BILAN

Le tableau suivant présente certains postes choisis du bilan de la société au 30 juillet 2016 en comparaison du 30 janvier 2016 :

	30 JUILLET 2016	30 JANVIER 2016	VARIATION (EN \$)	VARIATION (EN %)
	Trésorerie et équivalents de trésorerie	114,5 \$	118,6 \$	(4,1)
Titres négociables	48,8	45,2	3,6	8,0
Clients et autres débiteurs	5,4	4,1	1,3	31,7
Impôt sur le résultat recouvrable	3,4	3,3	0,1	3,0
Stocks	147,2	124,9	22,3	17,9
Immobilisations corporelles et incorporelles	152,0	158,7	(6,7)	(4,2)
Impôts différés	31,0	25,8	5,2	20,2
Fournisseurs et autres créditeurs	126,7	106,3	20,4	19,2
Passif (actif) financier dérivé net	8,3	(12,6)	20,9	s. o.
Produits différés	17,2	19,3	(2,1)	(10,9)

Les variations de certains postes choisis des bilans de la société au 30 juillet 2016 en comparaison au 30 janvier 2016 s'expliquent essentiellement par ce qui suit :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont reculé en raison principalement d'un investissement accru dans les stocks attribuable à l'augmentation normale des stocks en prévision des ventes de l'automne, aux dépenses d'investissement et aux dividendes payés, ce qui a été contrebalancé en partie par une meilleure gestion des fournisseurs et autres créditeurs.
- Les titres négociables ont augmenté en raison de la variation nette de leur juste valeur au premier semestre de l'exercice 2017. Les titres négociables se composent d'actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes.
- Les clients et autres débiteurs se composent principalement des ventes par carte de crédit enregistrées au cours des derniers jours du trimestre. La hausse des débiteurs s'explique en majeure partie par l'indemnité de 1,1 million de dollars aux termes d'une déclaration de sinistre faite relativement aux dommages subis par les magasins de la société par suite de l'incendie de forêt survenu dans la région de Fort McMurray.
- L'impôt sur le résultat recouvrable découle des remboursements d'impôt estimés liés à l'exercice à l'étude et à des exercices antérieurs.

- L'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que l'augmentation normale des stocks en prévision des ventes de l'automne ont contribué à faire augmenter les coûts des stocks. De plus, la croissance importante des ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique a donné lieu à une augmentation des stocks en réponse aux exigences de la clientèle, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence d'une réduction nette de 48 magasins subie depuis la clôture de l'exercice précédent.
- La société continue de gérer étroitement son investissement dans les immobilisations corporelles et incorporelles. Pour le premier semestre de l'exercice 2017, 16,4 millions de dollars ont été investis au titre des immobilisations corporelles et incorporelles. L'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des pertes de valeur nettes de 21,1 millions de dollars ont été comptabilisés pour le premier semestre de l'exercice 2017.
- L'augmentation de l'impôt sur le résultat différé est surtout attribuable à l'incidence fiscale d'ajustements à la valeur de marché de contrats de change à terme utilisés comme couvertures.
- Les fournisseurs et autres créiteurs ont augmenté en raison essentiellement du calendrier de paiements et du fait que la société a amélioré les modalités de paiement applicables aux fournisseurs. Les fournisseurs et autres créiteurs de la société se composent dans une large mesure de dettes fournisseurs, de créiteurs au titre des avantages du personnel, de créiteurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.
- La société a comptabilisé un passif financier dérivé net relativement à des contrats de change. La variation de l'actif financier dérivé net est attribuable à l'incidence d'ajustements à la valeur de marché de contrats de change à terme utilisés comme couvertures.
- Les produits différés ont diminué en grande partie en raison du calendrier d'encaissement des cartes-cadeaux et des programmes de fidélisation. Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION ET DES RISQUES FINANCIERS

Les stratégies de gestion des risques d'exploitation et des risques financiers sont décrites en détail dans le rapport de gestion annuel et dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Aucune modification importante des risques d'exploitation et des risques financiers de la société n'a été constatée au cours du semestre clos le 30 juillet 2016.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 30 juillet 2016, les capitaux propres s'élevaient à 365,0 millions de dollars, ou 5,76 \$ par action (406,5 millions de dollars, ou 6,36 \$ par action au 1^{er} août 2015; 381,2 millions de dollars, ou 6,02 \$ au 30 janvier 2016). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 163,3 millions de dollars au 30 juillet 2016 (169,4 millions de dollars au 1^{er} août 2015; 163,8 millions de dollars au 30 janvier 2016). La trésorerie est détenue dans des comptes portant intérêts et dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garantis disponibles d'au plus 75 millions de dollars, ou son équivalent en dollars américains. Au 30 juillet 2016, une tranche de 9,2 millions de dollars (15,3 millions de dollars au 1^{er} août 2015; 14,1 millions de dollars au 30 janvier 2016) de ces lignes de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains émises à l'intention de tiers fournisseurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société, et à l'appui des achats dans le cadre de contrats de change à terme en dollars américains. La société utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins. La réduction des engagements aux termes des lignes de crédit d'exploitation rend compte de l'initiative de la société consistant à passer des lettres de crédit documentaires au crédit ouvert pour le règlement des paiements.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables obtenues auprès d'institutions financières hautement cotées afin d'indemniser ces tiers advenant que la société manque à ses obligations contractuelles. Au 30 juillet 2016, l'obligation potentielle maximale aux termes de ces garanties s'élevait à 2,8 millions de dollars (2,8 millions de dollars au 1^{er} août 2015; 2,8 millions de dollars au 30 janvier 2016) et les lettres de crédit de soutien arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2017. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 0,5 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,05 \$ par action pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, pour un total de 3,2 millions de dollars comparativement à des dividendes de 0,05 \$ par action totalisant 3,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie d'exploitation, du niveau de dépenses d'investissement en immobilisations prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie d'exploitation en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

En 2010, la société a entrepris un important projet de mise au point de ses systèmes (« SCORE »), qui en est maintenant aux dernières étapes de réalisation. Les nouvelles fonctionnalités offertes par ce projet couvrant l'entreposage et la distribution, le marchandisage, l'exploitation et les finances devraient être terminées au cours de l'exercice 2017. En raison des retards qu'accuse le projet, le total des coûts liés au projet a augmenté et, selon les dernières prévisions, il devrait atteindre 40 millions de dollars, dont une tranche d'environ 36,8 millions de dollars a déjà été engagée. La hausse des coûts du projet SCORE s'explique par les problèmes éprouvés au cours du déploiement du système de gestion de l'entrepôt au cours de l'exercice 2013, problèmes qui ont été réglés, et par un calendrier de déploiement plus long que celui initialement prévu.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017, la société a investi 8,1 millions de dollars en trésorerie, principalement dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés. La société s'attend à investir près de 38 millions de dollars au titre des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2017, notamment pour le projet SCORE. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et des obligations à l'égard de la dette à long terme, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 8 septembre 2016, 13 440 000 actions ordinaires et 49 890 266 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. En ce qui concerne les actions de catégorie A sans droit de vote de la société, il y avait 3 733 800 options sur actions en cours et leur prix d'exercice moyen était de 9,36 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2017, la société n'a acheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2015. Pour obtenir de plus amples renseignements à propos de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à douze mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats à terme de couverture contre le risque lié aux devises assortis d'échéances d'au plus 12 mois.

Les contrats de change en cours au 30 juillet 2016, au 1^{er} août 2015 et au 30 janvier 2016 figurent à la rubrique intitulée « Contrats de change » du présent rapport de gestion.

Un contrat de change à terme est un accord contractuel visant l'achat ou la vente ultérieure d'une devise à un prix et à une date déterminés. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des clients et autres débiteurs et des contrats de change. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats de change, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES ET JUGEMENTS

PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE LIÉE AUX ESTIMATIONS

Aucune modification importante des principales sources d'incertitude liée aux estimations ou des jugements posés lors de l'application des méthodes comptables présentées dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016 (disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) n'a été constatée.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2017

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sous réserve des informations présentées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 30 juillet 2016, lesquelles comprennent l'adoption de l'*Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 1)*. Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son programme majeur d'amélioration de la présentation et de l'information à fournir dans les rapports financiers. Les modifications sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces modifications n'ont pas nécessité de changement important de la présentation et des informations à fournir dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société. De plus amples informations sur les principales méthodes comptables sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 30 juillet 2016.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore au semestre clos le 30 juillet 2016, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

- IFRS 16, *Contrats de location*
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*
- Programme de divulgation (modifications à l'IAS 7)
- IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*

De plus amples informations sur ces modifications sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 30 juillet 2016.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que :

- les renseignements importants relatifs à la société sont communiqués au chef de la direction et au chef des finances par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents annuels et intermédiaires sont dressés;
- l'information qui doit être présentée par la société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, le contrôle interne à l'égard de l'information financière, de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux IFRS.

Le cadre ayant servi à la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société est fondé sur les critères établis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).

MODIFICATIONS APPORTÉES AU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours du semestre clos le 30 juillet 2016, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

L'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a de lourdes répercussions sur les détaillants canadiens qui importent des biens finis de l'étranger qui sont réglés en dollars américains, et si l'on ajoute la concurrence accrue entre magasins et les abondantes possibilités de magasinage en ligne, cela crée un environnement difficile dans le secteur de la vente au détail. La société a pris une série de mesures pour relever ces défis, notamment l'amélioration considérable de sa capacité d'approvisionnement grâce à une meilleure collaboration avec les fournisseurs axée sur la qualité, les prix et les modalités de paiement. Le perfectionnement de l'élaboration de produits, la valorisation de la marque et les partenariats avec des porte-parole connus permettent aux bannières de continuer d'améliorer l'expérience en magasin tout en restant centrées sur la rentabilité des magasins. Les activités de vente de gros de la société progressent comme prévu, un certain nombre de détaillants ayant montré de l'intérêt pour les vêtements offerts tant sur le marché canadien que sur le marché américain. De plus, la société a investi des sommes considérables dans les personnes de talent et la technologie qui soutiennent ses activités de commerce électronique, ce qui a contribué à sa croissance exceptionnelle.

La société a réalisé des investissements importants dans la technologie; elle compte mener à bien le projet SCORE au cours de l'exercice à l'étude et prévoit investir encore davantage dans ses capacités liées aux magasins, au commerce électronique et à l'approvisionnement. L'évolution du secteur du détail et de nos clients est plus rapide que jamais et, en conséquence, la société reconnaît qu'elle doit faire des gains importants en matière de souplesse et d'efficacité. Son aptitude à s'adapter rapidement à ces nouvelles demandes et à continuer de se réinventer sera au cœur de sa croissance à long terme et de son succès futur.

COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DE RÉSULTAT

► (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

Note(s)	TRIMESTRES CLOS LES		SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015
Ventes	254 447 \$	252 998 \$	457 934 \$	454 729 \$
Coût des biens vendus	111 297	113 835	201 290	195 471
Marge brute	143 150	139 163	256 644	259 258
Frais de vente et de distribution	119 704	124 779	234 897	243 660
Charges administratives	10 996	11 701	21 771	23 079
Résultat des activités d'exploitation	12 450	2 683	(24)	(7 481)
Produits financiers	824	3 169	5 163	4 646
Charges financières	612	5 323	2 362	6 573
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	12 662	529	2 777	(9 408)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	3 691	751	(212)	(1 515)
Bénéfice net (perte nette)	8 971 \$	(222) \$	2 989 \$	(7 893) \$
Bénéfice (perte) par action				
De base	0,14 \$	0,00 \$	0,05 \$	(0,12) \$
Dilué(e)	0,14 \$	0,00 \$	0,05 \$	(0,12) \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

► (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Note(s)	TRIMESTRES CLOS LES		SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015
Bénéfice net (perte nette)	8 971 \$	(222) \$	2 989 \$	(7 893) \$
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui sont reclassés ou qui sont susceptibles d'être reclassés dans le résultat net				
Couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 2 777 \$ pour le trimestre clos le 30 juillet 2016 et de 4 939 \$ pour le semestre clos le 30 juillet 2016; après impôt de 2 829 \$ pour le trimestre clos le 1 ^{er} août 2015 et de 1 323 \$ pour le semestre clos le 1 ^{er} août 2015)	7 617	7 808	(13 500)	3 639
Écarts de conversion	(220)	(301)	259	(119)
Total des autres éléments du résultat global	7 397	7 507	(13 241)	3 520
Résultat global total	16 368 \$	7 285 \$	(10 252) \$	(4 373) \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

► (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Note(s)	30 JUILLET 2016	1 ^{ER} AOÛT 2015	30 JANVIER 2016
ACTIFS				
ACTIFS COURANTS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	114 538 \$	114 422 \$	118 595 \$
Titres négociables	14	48 772	54 930	45 189
Clients et autres débiteurs		5 361	4 803	4 103
Actif financier dérivé	14	623	13 166	14 405
Impôt sur le résultat recouvrable		3 367	2 226	3 301
Stocks	5	147 159	131 488	124 848
Charges payées d'avance		8 647	8 983	8 921
Total des actifs courants		328 467	330 018	319 362
ACTIFS NON COURANTS				
Immobilisations corporelles		128 289	141 957	134 363
Immobilisations incorporelles		23 741	22 535	24 347
Goodwill		38 183	42 426	38 183
Impôt sur le résultat différé		30 973	27 975	25 828
Total des actifs non courants		221 186	234 893	222 721
TOTAL DES ACTIFS		549 653 \$	564 911 \$	542 083 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES				
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs et autres créditeurs	6	119 272 \$	94 741 \$	98 135 \$
Passif financier dérivé	14	8 962	1	1 816
Produits différés	7	17 228	15 956	19 325
Partie courante de la dette à long terme	14	1 957	1 837	1 896
Total des passifs courants		147 419	112 535	121 172
PASSIFS NON COURANTS				
Autres créditeurs	6	7 468	9 060	8 112
Crédits différés au titre des contrats de location		9 236	11 914	10 640
Dette à long terme	14	661	2 618	1 655
Passif au titre des retraites		19 897	22 315	19 336
Total des passifs non courants		37 262	45 907	39 743
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	8	38 397	38 814	38 397
Surplus d'apport		9 397	8 464	9 007
Résultats non distribués		324 025	350 370	327 370
Cumul des autres éléments du résultat global	8	(6 847)	8 821	6 394
Total des capitaux propres		364 972	406 469	381 168
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		549 653 \$	564 911 \$	542 083 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

► (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Note(s)	CAPITAL SOCIAL	SURPLUS D'APPORT	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31 janvier 2016		38 397 \$	9 007 \$	327 370 \$	6 394 \$	381 168 \$
Bénéfice net		–	–	2 989	–	2 989
Total des autres éléments du résultat global		–	–	–	(13 241)	(13 241)
Résultat global total pour la période		–	–	2 989	(13 241)	(10 252)
Charge de rémunération fondée sur des actions	9	–	390	–	–	390
Dividendes	8	–	–	(6 334)	–	(6 334)
Total des apports des (distributions versées aux) propriétaires de la société		–	390	(6 334)	–	(5 944)
Solde au 30 juillet 2016		38 397 \$	9 397 \$	324 025 \$	(6 847) \$	364 972 \$
Solde au 1^{er} février 2015		39 227 \$	8 014 \$	368 581 \$	5 301 \$	421 123 \$
Perte nette		–	–	(7 893)	–	(7 893)
Total des autres éléments du résultat global		–	–	–	3 520	3 520
Résultat global total pour la période		–	–	(7 893)	3 520	(4 373)
Contrepartie en trésorerie à l'exercice d'options sur actions	8	2	–	–	–	2
Annulation d'actions aux termes du programme de rachat d'actions		(415)	–	–	–	(415)
Charge de rémunération fondée sur des actions	9	–	450	–	–	450
Dividendes	8	–	–	(6 427)	–	(6 427)
Prime au rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote	8	–	–	(3 891)	–	(3 891)
Total des apports des (distributions versées aux) propriétaires de la société		(413)	450	(10 318)	–	(10 281)
Solde au 1^{er} août 2015		38 814 \$	8 464 \$	350 370 \$	8 821 \$	406 469 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAUX CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

► (NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

Note(s)	TRIMESTRES CLOS LES		SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUILLET 2016	1 ^{ER} AOÛT 2015	30 JUILLET 2016	1 ^{ER} AOÛT 2015
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
	8 971 \$	(222) \$	2 989 \$	(7 893) \$
	Bénéfice net (perte nette)			
	Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :			
	Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes			
	10 720	12 226	21 067	24 106
	277	312	478	450
9	(773)	(991)	(1 568)	(2 434)
	32	785	164	1 170
	(291)	(428)	(659)	(703)
	610	525	1 220	1 050
	–	15	–	15
	487	5 233	(3 583)	6 401
11	–	2 799	–	12 335
	(960)	(4 521)	2 674	(5 467)
	(778)	(643)	(1 480)	(1 428)
11	(46)	(75)	(100)	(157)
	156	127	317	379
	632	635	1 192	1 248
	3 691	751	(212)	(1 515)
	22 728	16 528	22 499	27 557
	Variations dans ce qui suit :			
	404	1 248	(1 187)	(246)
	(7 609)	3 489	(22 311)	(25 048)
	820	15 413	274	3 165
	35 178	24 702	21 960	5 233
	(1 248)	(159)	(2 097)	(5 117)
	50 273	61 221	19 138	5 544
	370	–	370	2
	(1)	(392)	(431)	(1 570)
	50 642	60 829	19 077	3 976
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
	–	(2 924)	–	(5 660)
	–	1 678	–	1 678
	(8 141)	(9 094)	(16 359)	(19 226)
	–	–	416	–
	(8 141)	(10 340)	(15 943)	(23 208)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
	(3 167)	(3 198)	(6 334)	(6 427)
8	–	(4 306)	–	(4 306)
	(470)	(441)	(933)	(876)
	–	–	–	2
	(3 637)	(7 945)	(7 267)	(11 607)
	(75)	4 220	76	5 348
	38 789	46 764	(4 057)	(25 491)
	75 749	67 658	118 595	139 913
	114 538 \$	114 422 \$	114 538 \$	114 422 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 13)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

▶ (NON AUDITÉ)

1 ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 155, rue Wellington Ouest, 40^e étage, Toronto (Ontario) M5V 3J7. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

2 RÈGLES DE PRÉSENTATION

A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou « IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers consolidés annuels audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers consolidés annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, et des notes y afférentes.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été autorisée par le conseil d'administration en date du 8 septembre 2016.

B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants:

- les titres négociables et instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur;
- le passif au titre des retraites est comptabilisé comme étant la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs du régime;
- les passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglées en trésorerie sont évalués conformément à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*.

C) SAISONNALITÉ DES ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRES

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation de l'exercice complet ou d'une autre période future.

D) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les montants des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

E) ESTIMATIONS, JUGEMENT ET HYPOTHÈSES

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés de même que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude étaient les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

À l'exception de ce qui est décrit ci-après, les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

INITIATIVE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR (MODIFICATIONS DE L'IAS 1)

Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son programme majeur d'amélioration de la présentation et de l'information à fournir dans les rapports financiers. Les modifications sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces modifications n'ont pas nécessité de changement important de la présentation et des informations à fournir dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société.

RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS**DROITS À L'APPRÉCIATION D'ACTIONS (RÉGLÉS EN TRÉSORERIE)**

Le 8 juin 2016, la société a modifié son plan d'options sur actions. Le plan modifié comprend un plan prévoyant l'attribution de droits à l'appréciation d'actions donnant droit aux principaux dirigeants et au personnel clé de recevoir un paiement en trésorerie correspondant à l'augmentation du cours des actions de catégorie A sans droit de vote de la société depuis la date d'attribution à la date d'acquisition des droits. Un passif est comptabilisé relativement aux services acquis et est enregistré à la juste valeur des droits à l'appréciation d'actions dans les autres créditeurs non courants, à l'exception de la partie courante, qui est enregistrée dans les fournisseurs et autres créditeurs, avec comptabilisation de la charge correspondante à titre de frais de vente et de distribution ou de charges administratives, au cours de la période où les membres du personnel acquièrent le droit inconditionnel au paiement. La juste valeur des charges liées aux avantages du personnel dans le cadre du plan prévoyant l'attribution de droits à l'appréciation d'actions est évaluée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. Pour estimer la juste valeur, les données les plus appropriées au modèle d'évaluation doivent être déterminées, notamment la durée attendue des droits à l'appréciation d'actions, la volatilité, le taux d'intérêt sans risque et le rendement des actions, et des hypothèses doivent être formulées à l'égard de ces données. À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, la juste valeur du passif est réévaluée, jusqu'à extinction du passif, et toute variation de la juste valeur est comptabilisée dans le compte consolidé de résultat de la période.

UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT (RÉGLÉES EN TRÉSORERIE)

Au cours du trimestre clos le 30 juillet 2016, la société a mis en œuvre un plan d'unités d'actions liées au rendement donnant droit aux cadres dirigeants et aux principaux dirigeants de recevoir un paiement en trésorerie. Un passif est comptabilisé relativement aux services acquis et est enregistré à la juste valeur selon le cours des actions ordinaires de la société dans les autres créditeurs non courants, à l'exception de la partie courante, qui est enregistrée dans les fournisseurs et autres créditeurs, avec comptabilisation de la charge correspondante dans les frais de vente et de distribution ou les charges administratives à titre de charges au titre des avantages du personnel. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre d'unités dont on s'attend à ce que les conditions de service et les conditions de performance soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charges dépend du nombre d'unités qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance autres que des conditions de marché à la date d'acquisition des droits. À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, la juste valeur du passif est réévaluée, jusqu'à extinction du passif, et toute variation de la juste valeur est comptabilisée dans le compte consolidé de résultat de la période.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore au semestre clos le 30 juillet 2016, et n'ont pas été appliquées lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 ») qui a remplacé l'IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. Cette norme établit un modèle unique de comptabilisation par le preneur qui exige la constatation par le preneur des actifs et des passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Les bailleurs continuent de classer les contrats de location à titre de contrats de location-financement et de contrats de location simple. D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont été prévues. L'IFRS 16 s'appliquera rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Son adoption anticipée est autorisée pour autant que l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), ait été adoptée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15. Cette norme propose un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux méthodes de comptabilisation des produits, soit à un moment précis, soit progressivement. Ce modèle comprend une analyse des transactions en cinq étapes fondée sur les contrats et visant à déterminer si des produits ont lieu d'être comptabilisés et, le cas échéant, le montant et le moment de leur comptabilisation. De nouveaux seuils en matière d'estimations et de jugements ont été présentés, ce qui peut avoir des répercussions sur le montant comptabilisé et (ou) la date de comptabilisation. La nouvelle norme s'applique aux contrats conclus avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'adoption anticipée étant autorisée. La société évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

INITIATIVE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR : MODIFICATIONS À L'IAS 7

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 7, *Tableaux des flux de trésorerie*, qui exigeront la présentation d'informations précises concernant les changements dans certains passifs dans le tableau des flux de trésorerie. Ces changements s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, l'adoption anticipée étant autorisée. La société n'a pas encore évalué l'étendue de l'incidence de l'adoption des modifications.

IFRS 2, PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

Le 20 juin 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications fournissent des exigences relativement à la comptabilisation : des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie; des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net concernant l'obligation relative aux retenues d'impôt à la source; d'une modification des termes et conditions qui a pour effet qu'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie est reclassée comme étant réglée en instruments de capitaux propres. Les modifications s'appliquent pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. À des fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. L'application rétrospective ou anticipée est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de ces modifications n'a pas encore été établie.

4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Fonds en caisse et fonds bancaires
 Dépôts à court terme portant intérêt à 0,7 %
 (0,5 % au 1^{er} août 2015; 0,6 % au 30 janvier 2016)

	30 JUILLET 2016	1 ^{ER} AOÛT 2015	30 JANVIER 2016
	111 039 \$	112 422 \$	112 596 \$
	3 499	2 000	5 999
	114 538 \$	114 422 \$	118 595 \$

5 STOCKS

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juillet 2016, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés à 107 452 \$ et à 193 790 \$, respectivement (109 539 \$ et 187 120 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015). De plus, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juillet 2016, la société a comptabilisé dans le coût des biens vendus un montant de 3 845 \$ et de 7 500 \$ (4 516 \$ et 6 226 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015) au titre de la dépréciation des stocks du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût. Aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juillet 2016, aucun montant n'a été inclus dans le coût des biens vendus (3 019 \$ et 10 211 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015, respectivement) au titre des variations de la juste valeur de dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture.

6 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	30 JUILLET 2016	1 ^{ER} AOÛT 2015	30 JANVIER 2016
Dettes fournisseurs	78 061 \$	55 258 \$	53 359 \$
Créditeurs non commerciaux à payer à des parties liées	40	40	40
Autres créditeurs non commerciaux	12 454	11 688	12 204
Créditeurs au titre des avantages du personnel	21 946	23 853	26 943
Créditeurs relatifs aux locaux	12 969	11 834	12 630
Provision pour retours sur ventes	1 270	1 128	1 071
	126 740	103 801	106 247
Moins la partie non courante	7 468	9 060	8 112
	119 272 \$	94 741 \$	98 135 \$

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs comprend les éléments suivants:

	30 JUILLET 2016	1 ^{ER} AOÛT 2015	30 JANVIER 2016
Loyers différés et autres créditeurs relatifs aux locaux	7 380 \$	9 060 \$	8 112 \$
Unités d'actions liées au rendement	88	–	–
Total de la partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs	7 468 \$	9 060 \$	8 112 \$

7 PRODUITS DIFFÉRÉS

	30 JUILLET 2016	1 ^{ER} AOÛT 2015	30 JANVIER 2016
Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation	9 828 \$	9 518 \$	6 308 \$
Cartes-cadeaux non utilisées	7 400	6 438	13 017
	17 228 \$	15 956 \$	19 325 \$

8 CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit :

	SEMESTRES CLOS LES			
	30 JUILLET 2016		1 ^{ER} AOÛT 2015	
	NOMBRE D' ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE	NOMBRE D' ACTIONS (EN MILLIERS)	VALEUR COMPTABLE
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	13 440	482 \$	13 440	482 \$
Actions de catégorie A sans droit de vote				
Solde à l'ouverture de la période	49 890	37 915	51 146	38 745
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	–	–	–	2
Actions rachetées aux termes d'une offre publique de rachat	–	–	(626)	(415)
Solde à la clôture de la période	49 890	37 915	50 520	38 332
Total du capital social	63 330	38 397 \$	63 960	38 814 \$

CAPITAL SOCIAL AUTORISÉ

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

ÉMISSION D' ACTIONS DE CATÉGORIE A SANS DROIT DE VOTE

Au cours du semestre clos le 30 juillet 2016, aucune action de catégorie A sans droit de vote (200 au 1^{er} août 2015) n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société. Aucun montant n'a été porté au crédit du capital social par suite de l'exercice d'options sur actions provenant du surplus d'apport (2 \$ au 1^{er} août 2015).

ACHAT D' ACTIONS AUX FINS D' ANNULATION

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juillet 2016, la société n'a acheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2015. En ce qui concerne le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015, la société a acheté 626 340 actions sans droit de vote de catégorie A d'une valeur comptable de 415 \$ pour une contrepartie en trésorerie totale de 4 306 \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions de 3 891 \$ est imputé aux résultats non distribués. Pour obtenir de plus amples renseignements à propos de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit:

	COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE	ÉCARTS DE CONVERSION	TOTAL DU CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL
Solde au 31 janvier 2016	7 514 \$	(1 120) \$	6 394 \$
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 3 673 \$)	(10 039)	–	(10 039)
Transfert vers les stocks du profit réalisé sur les couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 1 266 \$)	(3 461)	–	(3 461)
Variation des écarts de change	–	259	259
Solde au 30 juillet 2016	(5 986) \$	(861) \$	(6 847) \$
Solde au 1 ^{er} février 2015	6 026 \$	(725) \$	5 301 \$
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 1 597 \$)	4 392	–	4 392
Transfert vers les stocks du profit réalisé sur les couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 274 \$)	(753)	–	(753)
Variation des écarts de change	–	(119)	(119)
Solde au 1 ^{er} août 2015	9 665 \$	(844) \$	8 821 \$

DIVIDENDES

La société a déclaré et payé les dividendes suivants:

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015
Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote	3 167 \$	3 198 \$	6 334 \$	6 427 \$
Dividende par action	0,05 \$	0,05 \$	0,10 \$	0,10 \$

9 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

PLAN D'OPTIONS SUR ACTIONS

Le 8 juin 2016, la société a modifié son plan d'options sur actions. Aux termes du plan modifié, la société peut, à sa seule discrétion, attribuer des options sur actions ou des droits à l'appréciation d'actions. Le plan d'options sur actions modifié permet à la société d'émettre, de temps à autre, l'équivalent d'au plus 10 % de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel clé. Conformément au plan modifié, l'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 4 ans (antérieurement, d'au plus 5 ans), sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 7 ans (antérieurement, 10 ans). Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution. Les droits à l'appréciation d'actions donnent droit aux principaux dirigeants et au personnel clé de recevoir un paiement en trésorerie correspondant à l'augmentation du cours des actions de catégorie A sans droit de vote de la société depuis la date d'attribution à la date d'acquisition des droits. Aucun droit à l'appréciation d'actions n'a été attribué ni n'est en circulation.

Toutes les options déjà émises et en circulation, avant la date d'entrée en vigueur du plan modifié, continuent de s'acquérir selon les modalités des plans antérieurs et demeurent assujetties à ces dernières.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES				POUR LES SEMESTRES CLOS LES			
	30 JUILLET 2016		1 ^{ER} AOÛT 2015		30 JUILLET 2016		1 ^{ER} AOÛT 2015	
	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ	OPTIONS (EN MILLIERS)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ
En circulation à l'ouverture de la période	3 552	9,67 \$	3 108	10,35 \$	3 610	9,62 \$	3 051	10,75 \$
Attribution	295	4,40	830	6,75	295	4,40	1 030	6,75
Exercice	–	–	–	–	–	–	–	6,00
Renonciation	(53)	6,73	(7)	6,00	(111)	6,38	(150)	13,60
En circulation à la clôture de la période	3 794	9,31 \$	3 931	9,60 \$	3 794	9,31 \$	3 931	9,60 \$
Options exerçables à la clôture de la période	1 813	11,88 \$	1 645	13,15 \$	1 813	11,88 \$	1 645	13,15 \$

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juillet 2016, aucune action de catégorie A sans droit de vote (néant et 200 actions respectivement pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015) n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société. Le prix moyen pondéré d'une action à la date d'exercice des options sur actions exercées au cours du semestre clos le 1^{er} août 2015 était de 7,02 \$.

Les coûts de rémunération liés aux options sur actions attribuées pendant les trimestres et les semestres clos le 30 juillet 2016 et le 1^{er} août 2015 aux termes de l'approche fondée sur la juste valeur ont été calculés à l'aide des hypothèses suivantes :

	295 000 OPTIONS ATTRIBUÉES LE 8 JUIN 2016	830 000 OPTIONS ATTRIBUÉES LE 9 JUIN 2015	200 000 OPTIONS ATTRIBUÉES LE 23 AVRIL 2015
Durée prévue des options	4,4 ans	6,2 ans	6,3 ans
Taux d'intérêt sans risque	0,80 %	1,29 %	0,99 %
Volatilité prévue du cours des actions	33,11 %	29,74 %	30,06 %
Taux moyen de rendement des actions	4,55 %	2,96 %	2,95 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	0,78 \$	1,42 \$	1,42 \$
Prix de l'action à la date d'attribution	4,40 \$	6,75 \$	6,77 \$

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juillet 2016, la société a comptabilisé des coûts de rémunération de 189 \$ et de 390 \$, respectivement, relativement à son plan d'options sur actions (312 \$ et 450 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015) ainsi qu'un crédit au surplus d'apport correspondant.

UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT (RÉGLÉES EN TRÉSORERIE)

Au cours du trimestre clos le 30 juillet 2016, la société a mis sur pied un régime d'unités d'actions liées au rendement (« UAR ») destiné à ses cadres dirigeants et principaux dirigeants, régime qui leur donne droit de recevoir un paiement en trésorerie. Les UAR deviennent acquises en fonction des conditions de performance non liées au marché évaluées sur une période de trois exercices (la « période de performance »). Le nombre d'UAR dont les droits peuvent devenir acquis peut aller jusqu'à 1,5 fois le nombre réel d'UAR attribuées si une performance exceptionnelle est atteinte. Lors du règlement des UAR acquises, le paiement en trésorerie sera égal au nombre d'UAR multiplié par la juste valeur des actions ordinaires de la société, calculée en utilisant le cours du marché moyen pondéré des cinq jours de bourse commençant cinq jours de bourse suivant le jour où la société publie ses résultats financiers pour la période de performance.

Le 8 juin 2016, la société a attribué 409 000 UAR à un prix moyen pondéré par action de 4,52 \$ (néant pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015). Les UAR attribuées le 8 juin 2016 deviennent acquises intégralement une fois la période de performance terminée si les conditions non liées au marché préétablies sont respectées.

Le sommaire des attributions des UAR se présente comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015
	UAR (EN MILLIERS)	UAR (EN MILLIERS)	UAR (EN MILLIERS)	UAR (EN MILLIERS)
En circulation à l'ouverture de la période	–	–	–	–
Attribution	409	–	409	–
En circulation à la clôture de la période	409	–	409	–
Exercables à la clôture de la période	–	–	–	–

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juillet 2016, en fonction d'un prix moyen pondéré par action de 4,23 \$ pour les cinq jours de bourse précédant le 30 juillet 2016, la société a comptabilisé une charge de rémunération fondée sur des actions liée aux UAR de 62 \$ dans les frais de vente et de distribution et 26 \$ dans les charges administratives (néant pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015) ainsi qu'un crédit correspondant dans les autres créditeurs non courants.

10 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'impôt effectif de la société pour le trimestre et le semestre clos le 30 juillet 2016 s'est établi à 29,15 % et à 7,63 %, respectivement (141,97 % et 16,10 % pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015). Lors de périodes intermédiaires, la provision pour impôt sur le résultat repose sur une estimation du bénéfice qui sera généré pour un exercice complet et elle est ajustée en fonction de l'incidence de l'ajustement de la juste valeur lié aux titres négociables. Les taux d'impôt sur le résultat effectifs annuels moyens estimés sont réévalués chaque date de clôture d'une période intermédiaire en fonction du bénéfice projeté pour l'exercice complet. Dans la mesure où les prévisions diffèrent des résultats réels, des ajustements sont comptabilisés lors de périodes ultérieures.

11 PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

COMPTABILISÉS DANS LE RÉSULTAT NET

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015	30 JUILLET 2016	1 ^{er} AOÛT 2015
Produits de dividendes liés aux titres négociables	632 \$	577 \$	1 263 \$	1 286 \$
Produits d'intérêts	192	141	317	299
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	–	–	3 583	–
Profit de change	–	2 451	–	3 061
Produits financiers	824	3 169	5 163	4 646
Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire	46	75	100	157
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	487	5 233	–	6 401
Perte de change	79	–	2 262	–
Perte réalisée à la sortie de titres négociables	–	15	–	15
Charges financières	612	5 323	2 362	6 573
Produits (coûts) financiers nets comptabilisés dans le résultat net	212 \$	(2 154) \$	2 801 \$	(1 927) \$

12 BÉNÉFICE (PERTE) PAR ACTION

Le calcul du bénéfice de base et dilué par action est fondé sur un bénéfice net de 8 971 \$ et de 2 989 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juillet 2016, respectivement (une perte nette de 222 \$ et de 7 893 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit :

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUILLET 2016	1 ^{ER} AOÛT 2015	30 JUILLET 2016	1 ^{ER} AOÛT 2015
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	63 330	64 324	63 330	64 455
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	63 330	64 324	63 330	64 455

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juillet 2016, un total de 3 793 800 options sur actions étaient exclues du calcul du bénéfice dilué par action, celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, étant donné que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours des actions au cours de la période (3 664 000 et 3 398 000 options sur actions pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015).

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions est fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

13 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

	30 JUILLET 2016	1 ^{ER} AOÛT 2015	30 JANVIER 2016
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	617 \$	591 \$	2 172 \$

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur comprennent des radiations d'immobilisations corporelles liées à la fermeture de magasins, et des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs liées aux magasins dont la performance est insatisfaisante de 863 \$ et de 1 684 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juillet 2016, respectivement (2 107 \$ et 3 577 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015). La perte de valeur liée aux immobilisations corporelles est attribuable à la baisse de rentabilité enregistrée par les magasins individuels (unités génératrices de trésorerie « UGT »). Par ailleurs, au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juillet 2016, des charges au titre des pertes de valeur sur des actifs de 283 \$ et de 774 \$, respectivement, ont été reprises à la suite d'un accroissement de la rentabilité de certaines UGT (373 \$ et 838 \$ pour le trimestre et le semestre clos le 1^{er} août 2015). Les pertes de valeur nettes ont été comptabilisées dans les frais de vente et de distribution.

14 INSTRUMENTS FINANCIERS

CLASSEMENT COMPTABLE ET JUSTES VALEURS

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs financiers et des passifs financiers, y compris leur niveau dans la hiérarchie de la juste valeur. Il ne comporte pas d'information sur la juste valeur pour les actifs financiers et les passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si la valeur comptable constitue une estimation raisonnable de la juste valeur. La société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers courants (autres que ceux énumérés ci-dessous) se rapproche de leur valeur comptable respective aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

	30 JUILLET 2016						
	VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	– \$	623 \$	– \$	623 \$	– \$	623 \$	623 \$
Titres négociables	48 772 \$	– \$	– \$	48 772 \$	48 772 \$	– \$	48 772 \$
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	– \$	(8 962) \$	– \$	(8 962) \$	– \$	(8 962) \$	(8 962) \$
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– \$	– \$	(2 618) \$	(2 618) \$	– \$	(2 700) \$	(2 700) \$

	1 ^{ER} AOÛT 2015						
	VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	– \$	13 166 \$	– \$	13 166 \$	– \$	13 166 \$	13 166 \$
Titres négociables	54 930 \$	– \$	– \$	54 930 \$	54 930 \$	– \$	54 930 \$
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	– \$	(1) \$	– \$	(1) \$	– \$	(1) \$	(1) \$
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– \$	– \$	(4 455) \$	(4 455) \$	– \$	(4 661) \$	(4 661) \$

	30 JANVIER 2016						
	VALEUR COMPTABLE				JUSTE VALEUR		
	JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE	COÛT AMORTI	TOTAL	NIVEAU 1	NIVEAU 2	TOTAL
Actifs financiers évalués à la juste valeur							
Actif financier dérivé	– \$	14 405 \$	– \$	14 405 \$	– \$	14 405 \$	14 405 \$
Titres négociables	45 189 \$	– \$	– \$	45 189 \$	45 189 \$	– \$	45 189 \$
Passifs financiers évalués à la juste valeur							
Passif financier dérivé	– \$	(1 816) \$	– \$	(1 816) \$	– \$	(1 816) \$	(1 816) \$
Passifs financiers non évalués à la juste valeur							
Dette à long terme	– \$	– \$	(3 551) \$	(3 551) \$	– \$	(3 686) \$	(3 686) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours des périodes closes le 30 juillet 2016, le 1^{er} août 2015 et le 30 janvier 2016.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société a effectué auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a conclu des contrats à terme, fait l'acquisition d'options d'achat et vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats de change se prolongent sur une période d'au plus 12 mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats de change en cours se détaillent comme suit:

Contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie

Contrats à terme

30 JUILLET 2016				
PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
1,351 \$	179 500 \$	623 \$	(8 962) \$	(8 339) \$
		623 \$	(8 962) \$	(8 339) \$

Contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie

Contrats à terme

Options d'achat acquises

Options de vente vendues

1 ^{er} AOÛT 2015				
PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
1,207 \$	108 500 \$	10 999 \$	– \$	10 999 \$
1,188 \$	18 000 \$	2 167	–	2 167
1,188 \$	9 000 \$	–	(1)	(1)
		13 166 \$	(1) \$	13 165 \$

Contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie

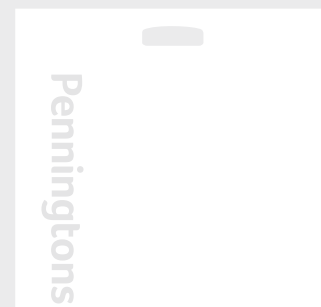
Contrats à terme

30 JANVIER 2016				
PRIX D'EXERCICE MOYEN	MONTANT NOTIONNEL EN \$ US	ACTIF FINANCIER DÉRIVÉ	PASSIF FINANCIER DÉRIVÉ	MONTANT NET
1,325 \$	168 000 \$	14 405 \$	(1 816) \$	12 589 \$
		14 405 \$	(1 816) \$	12 589 \$

15 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Ces politiques sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Au cours du semestre clos le 30 juillet 2016, l'exposition de la société aux risques n'a pas changé de façon importante en regard de celle décrite dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

NOS BANNIÈRES



- ▶ REITMANS marie superbement coupes et styles uniques avec qualité et valeur supérieures. D'un océan à l'autre avec ses 307 MAGASINS d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la destination par excellence des femmes désirant revampier leur garde-robe avec des vêtements dernier cri et à bon prix. Forte d'une réputation solide quant à la qualité de son service et d'une clientèle fidèle et diversifiée, Reitmans veut poursuivre ses efforts en vue d'enrichir l'expérience client en s'assurant de répondre aux besoins des femmes, peu importe quand elles choisissent de magasiner. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, au reitmans.com.
- ▶ Chef de file canadien des vêtements de grande taille, PENNINGTONS propose une expérience unique et inspirante de magasinage, où vêtements seyants et de qualité riment avec valeur inégalée. Penningtons, c'est l'« Art de la mode accessible! » Destination mode des tailles 14 à 32, Penningtons exploite 130 MAGASINS au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, ainsi que le site en ligne penningtons.com.
- ▶ ADDITION ELLE est la destination mode par excellence pour les femmes de taille forte du Canada. Grâce à sa vision de « démodécration », Addition Elle propose à ses clientes les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Elle offre des vêtements de détente, des robes, des vêtements contemporains pour la femme de carrière, des dessous séducteurs, des accessoires, des chaussures, des vêtements de sport haute performance et une vaste sélection de denim de marque. Addition Elle exploite 103 MAGASINS d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse additionelle.com.
- ▶ RW & CO. est une marque au style inspirant qui s'adresse aux hommes et aux femmes à la mentalité urbaine. Que ce soit pour le travail ou pour le week-end, RW & CO. propose des vêtements mode inspirés des dernières tendances qui combinent style et qualité tout en portant une attention unique aux détails. RW & CO. exploite 82 MAGASINS d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés dans des zones de premier choix dans les principaux centres commerciaux et mégacentres partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique: rw-co.com.
- ▶ THYME MATERNITÉ, chef de file canadien de la mode pour futures mamans modernes, propose des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme donne aux futures mamans de précieux conseils, des trucs mode et de l'information sur les produits afin de les aider pendant et après cette aventure incroyable qu'est la grossesse. Thyme exploite 63 MAGASINS d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Thyme Maternité en ligne, au thymematernity.com.
- ▶ HYBA a ouvert ses portes en octobre 2015 et propose des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X. Hyba exploite 19 MAGASINS d'une superficie moyenne de 3 000 pieds carrés, dans les principaux centres commerciaux partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique: hyba.ca. Les produits Hyba sont également offerts dans plus de 300 magasins Reitmans au Canada.
- ▶ Le 25 novembre 2014, la société a annoncé un plan qui prévoit la fermeture de la totalité des magasins SMART SET. La direction a déterminé que la meilleure stratégie pour accroître ses résultats d'exploitation consistait à réorienter ses efforts de vente et de merchandising soit en convertissant les magasins Smart Set en magasins d'autres bannières de la société soit en les fermant. Les 15 MAGASINS restants devraient fermer d'ici le 30 septembre 2016.

MAGASINS À TRAVERS LE CANADA



REITMANS	PENNINGTONS	ADDITION ELLE	RW & CO.	THYME	HYBA	SMART SET	TOTAL DE MAGASINS	
14	3	2	1	-	-	-	20	TERRE-NEUVE
2	1	-	-	-	-	-	3	ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
17	6	2	1	1	1	-	28	NOUVELLE-ÉCOSSE
12	5	3	3	1	1	-	25	NOUVEAU-BRUNSWICK
78	23	31	22	21	5	8	188	QUÉBEC
97	50	37	29	24	8	6	251	ONTARIO
11	5	3	3	2	-	-	24	MANITOBA
9	6	3	2	2	-	-	22	SASKATCHEWAN
33	18	16	10	9	1	-	87	ALBERTA
32	13	6	11	3	3	1	69	COLOMBIE-BRITANNIQUE
1	-	-	-	-	-	-	1	TERRITOIRES DU NORD-OUEST
1	-	-	-	-	-	-	1	YUKON
307	130	103	82	63	19	15		

719
MAGASINS

RENSEIGNEMENTS CORPORATIFS

BUREAU DE L'ADMINISTRATION

250, rue Sauvé Ouest
Montréal, Québec H3L 1Z2
Téléphone : 514-384-1140
Télécopieur : 514-385-2669
Courrier électronique: info@reitmans.com
Site Web de la société: reitmanscanadalimitee.com

ADRESSE ENREGISTRÉE

155, rue Wellington Ouest, 40^e étage
Toronto, Ontario M5V 3J7
Téléphone: 416-863-0900
Télécopieur: 416-863-0871

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Services aux investisseurs Computershare Inc.
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

SYMBOLES BOURSIERS

LA BOURSE DE TORONTO
Actions ordinaires RET
**Actions de catégorie A
sans droit de vote** RET.A

REITMANS
(CANADA) LIMITÉE





REITMANS
PENNINGTONS
ADDITION ELLE
RW & CO.
THYME
HYBA
SMART SET

DESIGN ET PRODUCTION:
COMMUNICATIONS MARILYN GELFAND INC